

Délégation Départementale de la Vienne

Pôle santé publique et environnementale

Dossier suivi par : Patrick Jarry

Téléphone : 05 49 44 68 81

Fax : 05 49 44 83 91

Courriel : patrick.jarry@ars.sante.fr

Courriel service : ars-DD86-sante-environnement@ars.sante.fr

Poitiers, le 2 FEV. 2018


Nos réf. : 18PJ281URB026

P.J. : 6 cartes et tableaux + 2avis sanitaires AEP

1 fiche sur les enjeux de santé.

Monsieur le Directeur Départemental
Des Territoires de la Vienne
SUA-UP
20, rue de la Providence

86000 POITIERS

SHUT	INFO	ATTR
Adjoint		
ACOT		
E-ADS		
FISCALITE		
PH		
PIQC		
RULS		
UP		

Objet : Elaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de SAINT MARTIN LA PALLU.
Informations à porter à la connaissance du Maire.

En réponse à votre courriel du 28 novembre dernier concernant l'affaire citée en objet, j'ai l'honneur de vous faire part des informations en ma possession, pouvant être utiles dans le cadre de la révision de ce P.L.U.

Dans le domaine de **l'eau potable**, vous trouverez 2 avis sanitaires établis par mes services pour l'année 2016. De plus, la commune est affectée par six servitudes de protection de captages d'eau potable. Elles concernent les périmètres de protections – rapprochée et éloignée – des captages de "Bois Tricon" (D.U.P. 18/04/1994), "Les Rentes" (D.U.P. 03/02/1995), "Le Verger St Martin" (D.U.P. 20/11/1997), "La Roche" (D.U.P. 25/05/2000), "La Bie - Les Rochelles" (D.U.P. 18/09/2006) et "Valette" (D.U.P. du 4/09/2007), soumis, chacun, à des interdictions ou à des réglementations spécifiques pour certaines activités. Ces périmètres devront figurer au plan des servitudes (carte et tableau des prescriptions joints).

Je rappelle que pour disposer des documents complets, vous pouvez obtenir un accès aux données détaillées des périmètres de protection du Poitou-Charentes sur notre site sécurisé de Nouvelle-Aquitaine, à l'adresse suivante : <https://www.nouvelle-aquitaine.ars.sante.fr/protection-des-captages-0>

En ce qui concerne **l'assainissement**, le schéma de zonage communal a été élaboré. Il sera utile à la définition des zones constructibles et pourra figurer en annexe du dossier. Par ailleurs, plusieurs ouvrages d'assainissement collectif desservent les zones agglomérées du territoire :

- boue activée des bourgs de Venduvre et Chenéché, d'une capacité de 2400 équivalents-habitants ;
- lagunage du village de Couture (1000 éq.-hab.) ;
- lagunage du bourg de Charrais (400 éq.-hab.) ;
- filtres plantés de roseaux du village d'Etables (850 éq.-hab.).

Il conviendra de s'assurer que les réserves de capacité ne soient pas atteintes. En outre, une zone *non aedificandi* de 100 mètres (vis-à-vis des habitations et des bâtiments recevant du public) pourrait être maintenue autour de ces ouvrages à ciel ouvert.

D'une manière générale, **le futur règlement** devra intégrer une clause de sauvegarde pouvant aller jusqu'à interdire toute construction susceptible de créer ou de subir des nuisances (altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et les éléments toxiques...). Je joins également une fiche récapitulant les principes généraux **des objectifs sanitaires** à atteindre.

Enfin, je vous informe que mes services souhaiteraient être associés à la procédure d'élaboration de ce document d'urbanisme.

Pour le Directeur Général,
Par délégation, l'Ingénieur Sanitaire Responsable du pôle,

Joël ROBERT

QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE en 2016

COMITE LOCAL VENDEUVRE

Le contrôle sanitaire des eaux d'alimentation qui relève de la compétence de l'Etat est assuré par l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, avec la collaboration d'un laboratoire agréé (IANESCO de Poitiers dans la Vienne) pour la mise en œuvre du programme annuel de prélèvements et d'analyses d'eaux.

La surveillance au quotidien de la qualité des eaux et l'exploitation des installations (captages, stations de traitement, réseaux) sont assurées par le syndicat *Eaux de Vienne – Siveer*.

Présentation des Unités de Distribution d'eau (UDI) :

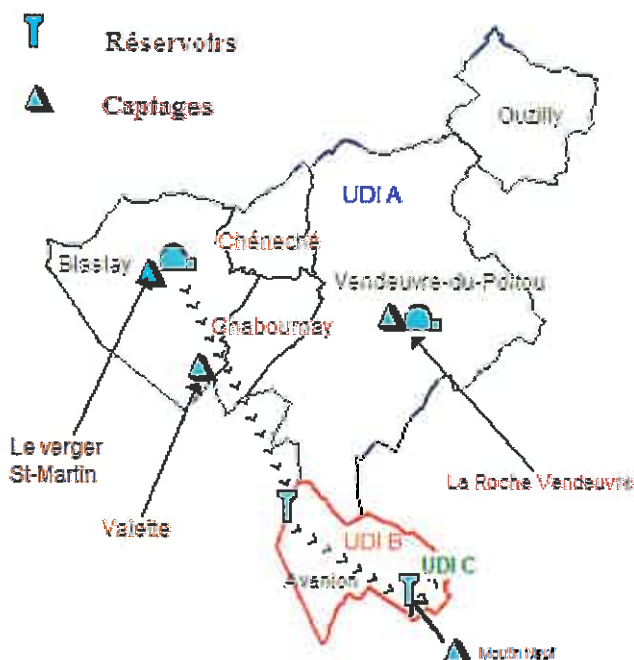
Trois UDI (carte ci-dessous) ont été définies dans le comité local de Vendevre afin de tenir compte des différents approvisionnements en eau.

Origine de l'eau : L'eau que vous consommez provient de ressources souterraines.

L'UDI **A** est alimentée par un mélange d'eau provenant des captages de *la Roche* (un forage d'une profondeur de 30 mètres situé sur la commune de *Vendevre*) et du *Verger St Martin + Valette* (forages de 70 et 130 mètres situés sur la commune de *Blaslay*). Les deux forages captent les eaux de la nappe aquifère captive du jurassique.

L'UDI **B** est alimentée par le captage de *Verger St Martin et Valette* via le réservoir de *Jarnet*, situé sur *Avanton*.

L'UDI **C** (*Martigny*) est alimentée en mélange par le captage de *Moulin Neuf* situé sur la commune de *Migné-Auxances* et par le forage du *Verger St Martin et Valette* via le réservoir de *Jarnet*.



Traitement : Toutes les eaux pompées subissent au minimum un traitement de désinfection par le chlore gazeux avant d'être distribuées à la population. Celles provenant de *la Roche* sont en plus déferrisées par oxydation et filtration sur sable.

Contrôle : 61 prélèvements représentant 2267 paramètres d'analyses ont été réalisés sur les différents points de surveillance, conformément à la réglementation.

Protection des ressources : La procédure administrative est terminée pour les 4 captages. Ils possèdent un arrêté de déclaration d'utilité publique avec une inscription au fichier des hypothèques.

Qualité de l'eau distribuée :

PARAMETRES	Limites ou réf. de qualité	Moyennes 2016 sur les réseaux de distribution		
		UDI A (Roche-Verger St M.)	UDI B (Verger St M.)	UDI C (Martigny)
PH	6,5 - 9	7,5	7,5	7,5
Conductivité ($\mu\text{S}/\text{cm}$ à 25 °C)	200 - 1100	695	638	638
TURBIDITE (en NFU)	2	0,18	0,18	0,12
DURETE (TH en °F)	Néant	36,1	32,5	31,5
FLUOR (en mg/l)	1,5	0,57	0,68	0,56
NITRATES (en mg/l)	50	2,5	1,8	12,7

Bactériologie

- Les résultats des analyses microbiologiques des eaux, qui comportent la recherche de germes témoins d'une contamination fécale, ont été **d'excellente qualité (100 % de conformité)**.

Minéralisation

- Les eaux distribuées sont d'une minéralisation importante, bicarbonatées calciques et d'un pH légèrement basique

Turbidité

Dureté

- La turbidité moyenne est satisfaisante et demeure inférieure à 0,5 NFU.

- La dureté provient de la présence d'ions calcium et magnésium dans l'eau. On l'exprime par la mesure du Titre Hydrotimétrique (TH) en degrés Français (1 °F = 4 mg/l de calcium et 0,7 °anglais et 0,56 ° allemand). La teneur des eaux distribuées sur les 3 unités peut être considérée comme **importante**. Dans l'hypothèse de l'installation d'un traitement individuel, il est rappelé qu'il convient de conserver pour l'alimentation, un point d'eau froide non soumis à ce traitement complémentaire.

Fluor

- Le **fluor**, oligo-élément pouvant être présent naturellement dans l'eau, est bénéfique à doses modérées (entre 0,5 et 1,5 mg/l) pour la prévention des caries dentaires. La teneur en fluor des eaux qui alimentent les différentes UDI **avoisinent les 0,5 mg/l**, ce qui **ne nécessite pas, à priori, d'apports complémentaires** par des comprimés ou par du sel fluoré.

Nitrates

- Les eaux puisées dans les nappes captives (Roche et Verger St Martin) renferment de **très faibles teneurs en nitrates** (UDI **A** et **B**) alors que celles prélevées dans la nappe libre du jurassique moyen (Moulin Neuf) renferment des teneurs plus élevées. Les mélanges d'eau pratiqués depuis 2005 permettent cependant de desservir également une eau faiblement nitrée sur l'UDI **C**.

Pesticides

- Les analyses réalisées sur plus de 200 substances n'ont révélé **aucune présence des produits recherchés** sur les UDI **A, B, et C**.

Fer total

- Une présence de fer total a été constatée sur les réseaux de distribution, avec une moyenne sur UDI inférieure à la valeur référence de 200 $\mu\text{g}/\text{l}$ (66 $\mu\text{g}/\text{l}$ sur UDI **A**, 92 $\mu\text{g}/\text{l}$ sur UDI **B** et 107 $\mu\text{g}/\text{l}$ sur UDI **C**).

Conseils et recommandations :

- En cas d'absence de votre domicile pendant plusieurs jours, un risque éventuel de dégradation de la qualité de l'eau lié à une stagnation prolongée de celle-ci dans les canalisations peut survenir. Il est alors recommandé de **laisser couler quelques litres d'eau avant de la prélever pour des besoins alimentaires**.
- Pour éliminer les éventuels goûts de chlore, **vous pouvez conserver l'eau au frais quelques heures avant de la consommer**.
- Si vos canalisations et branchements sont en plomb, **il est fortement conseillé de les remplacer**. Dans l'attente, et avant de consommer l'eau, il est recommandé de la laisser couler quelques minutes au robinet et/ou de tirer une chasse d'eau, afin de réduire les quantités de plomb dissous dans l'eau.
- Seule l'eau du réseau public peut être déclarée potable. Les ouvrages privés (puits particuliers, récupérations d'eau de pluie) doivent être déclarés en mairie et ne doivent en aucun cas être connectés sur le réseau intérieur d'eau potable.

Pour plus d'informations...

Veuillez consulter votre mairie, votre exploitant, ou l'Agence Régionale de Santé,

Ou suivre le lien suivant : Qualité de l'eau du robinet par ville.

<http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>



QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE en 2016

COMITE LOCAL HAUT POITOU

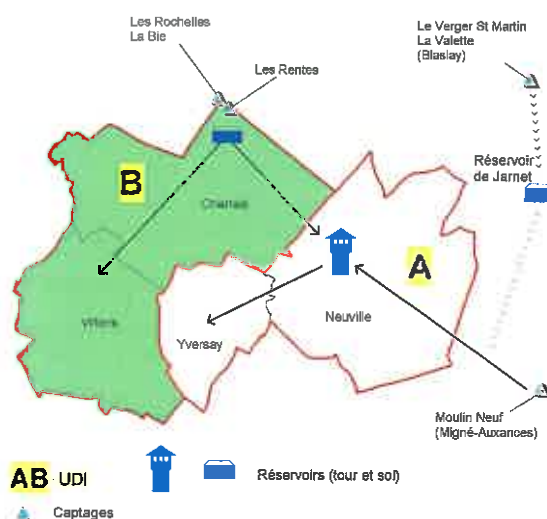
Le contrôle sanitaire des eaux d'alimentation qui relève de la compétence de l'Etat est assuré par l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, avec la collaboration d'un laboratoire agréé (IANESCO de Poitiers dans la Vienne) pour la mise en œuvre du programme annuel de prélèvements et d'analyses d'eaux.

La surveillance au quotidien de la qualité des eaux et l'exploitation des installations sont exercées par le syndicat *Eaux de Vienne - Siveer*.

Présentation des Unités de Distribution d'eau (UDI) :

Deux UDI (**A** : HT POITOU /Neuville et **B** : HT POITOU /Charrais) ont été définies dans le comité local afin de tenir compte des différents approvisionnements et mélanges d'eaux.

Origine de l'eau : L'eau que vous consommez provient de six captages d'eau souterraine sollicitant soit la nappe libre du jurassique moyen pour *Moulin Neuf sur Migné-Auxances*, soit cette la même nappe mais localement captive pour *Les Rentes (Charrais)*, *Le Verger St Martin et Valette (Blaslay)*, *les Rochelles (Champigny-le-sec)* et *La Bie (Blaslay)*.



Unité A : elle est alimentée en mélange avec les eaux nitrées de la nappe libre de *Moulin Neuf* et celles dépourvues de nitrates de la seconde nappe captive. Depuis le début de l'année 2006, une interconnexion avec le comité local de Venduvre a été mise en service afin de mélanger les eaux du forage de Moulin Neuf avec celles du Verger St Martin et Valette.

Unité B : elle est desservie par un mélange d'eaux provenant de nappes captives puisées dans les 3 forages des *Rentes*, des *Rochelles* et *La Bie*.



Traitement : Les eaux pompées provenant des captages des *Rentes*, *La Bie* et *les Rochelles* subissent une oxygénation et décantation préalable. L'ensemble des eaux distribuées à la population fait par ailleurs l'objet d'une désinfection au chlore gazeux.

Contrôle : 50 prélèvements représentant 1536 paramètres d'analyses ont été réalisés sur les différents points de surveillance, conformément aux modalités édictées par le Code de la Santé Publique

Protection des ressources : La procédure administrative (arrêté préfectoral de DUP avec une inscription au fichier des Hypothèques) est terminée pour tous les captages.

Qualité de l'eau distribuée:

PARAMETRES	Limites ou Réf. de qualité	UNITES DE DISTRIBUTION Résultats 2016 (moyennes)	
		A (Neuville)	B (Charrais)
pH	Entre 6,5 et 9	7,5	7,5
Conductivité (μ S/cm à 25°C)	200 - 1100	624	622
TURBIDITE (NFU)	2	0,15	0,11
DURETE (TH en °F)	Néant	31,0	31,7
FLUOR (en mg/l)	1,5	0,45	0,51
NITRATES (en mg/l)	50	12,9	1,0
FER (en μ g/l)	200	80	88

Bactériologie

- Les analyses microbiologiques des eaux, qui comportent la recherche de germes témoins d'une contamination fécale, ont été **d'excellente qualité (100 % de conformité)**.

Minéralisation

- Les eaux distribuées sont d'une minéralisation importante, et bicarbonatées calciques. Le pH est légèrement basique.

Turbidité

- Une eau claire se traduit par une faible turbidité (généralement inférieure à 0,5 NFU). Les analyses ont montré une **bonne transparence et limpidité de l'eau**.

Dureté

- La dureté provient de la présence d'ions calcium et magnésium dans l'eau. On l'exprime par la mesure du Titre Hydrotimétrique (TH) en degrés Français (1 °F = 4 mg/l de calcium et 0,7 °anglais et 0,56 ° allemand). Les eaux distribuées renferment une **dureté importante**.

Fluor

- Le **fluor**, oligo-élément pouvant être présent naturellement dans l'eau, est bénéfique à doses modérées (entre 0,5 et 1,5 mg/l) pour la prévention des caries dentaires. **Les eaux distribuées en renferment des quantités voisines de 0,5 mg/l et des apports complémentaires (sel fluoré, comprimés fluorés ...) ne sont pas, à priori, conseillés.**

Nitrates

- Les teneurs moyennes sont **très faibles (UDI A et B)**.

Fer

- Une présence de fer est constatée dans l'eau distribuée mais demeure cependant inférieure à la valeur référence.

Pesticides

- Les recherches effectuées sur plus de 200 substances, en sortie des stations de production, n'ont révélé **aucune trace des produits recherchés**.

Conseils et recommandations :

- En cas d'absence de votre domicile pendant plusieurs jours, un risque éventuel de dégradation de la qualité de l'eau lié à une stagnation prolongée de celle-ci dans les canalisations peut survenir. Il est alors recommandé de **laisser couler quelques litres d'eau avant de la prélever pour des besoins alimentaires**.
- Pour éliminer les éventuels goûts de chlore, **vous pouvez conserver l'eau au frais quelques heures avant de la consommer**.
- **Si vos canalisations et branchements sont en plomb, il est fortement conseillé de les remplacer**. Dans l'attente, et avant de consommer l'eau, il est recommandé de la laisser couler quelques minutes au robinet et/ou de tirer une chasse d'eau, afin de réduire les quantités de plomb dissous dans l'eau.
- **Seule l'eau du réseau public peut être déclarée potable**. Les ouvrages privés (puits particuliers, récupérations d'eau de pluie) doivent être déclarés en mairie et ne doivent en aucun cas être connectés sur le réseau intérieur d'eau potable.

Pour plus d'informations...

*Veuillez consulter votre mairie, votre exploitant, ou l'Agence Régionale de Santé ,
Ou suivre le lien suivant : Qualité de l'eau du robinet par ville.*

<http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>



PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)
1	La création de forage ou de puits	X				X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				X
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières	X				X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes	X				X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
6	L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées	X				X
7	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	X				X
8	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature	X				X
9	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			X		X
10	L'épandage et l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle	X				X
11	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			X		X
12	Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			X
13	L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols			X		X
14	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures			X		X
15	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			X		X
16	Le pacage léger des animaux			X		X
17	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X
18	Le déboisement	X				X
19	La création d'étangs	X				X
20	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes			X		X
21	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X			X
22						
23						
24						

(1) Réglementation spécifique à la protection du point d'eau

(2) Réglementation générale existante ou future (POS, RSD, ...)



Vu pour être annexé à

l'arrêté préfectoral en date de ce jour,
18 AVR. 1984 19



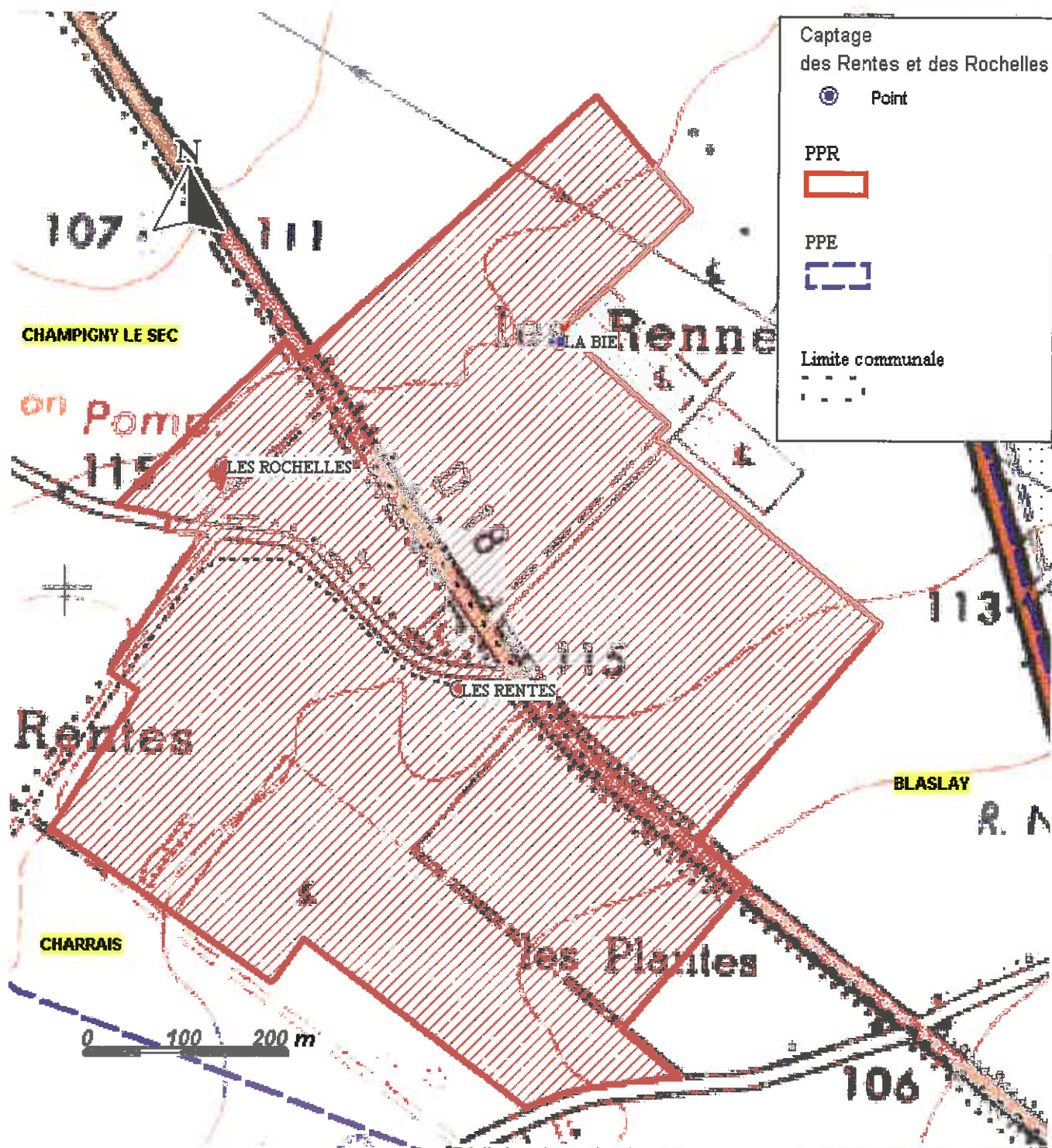
Commune de Charrais Périmètres de protection du captage des Rentes

Maître d'ouvrage : SIAEP DU HAUT POITOU

Gestionnaire : SIVEER

Du 03/02/1995

CAPTAGE	HYDROGEOLOGI	DUP	CDH	HYPOTHEQUE
LES ROCHELLES	01/05/1991		19/06/1991	
LES RENTES	15/08/1991	03/02/1995	07/01/1992	17/03/1995



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (Janv. 2000)

MUNICIPALITE CHARRAIS
SYNDICAT HAUT POTTOU

NOM DU POINT D'EAU : Les Rentes
DATE : Août 1991

PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)
1	La création de forage ou de puits		X			
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières			X		
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X			
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				
6	L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées		X			
7	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux		X			
8	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature		X			
9	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			X		
10	L'épandage et l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle			X		
11	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			X		
12	Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			
13	L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols			X		
14	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			X		
15	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			X		
16	Le pacage léger des animaux			X		
17	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		
18	Le déboisement			X		
19	La création d'étangs			X		
20	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes			X		
21	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'entretien			X		
22						
23						
24						

(1) Réglementation spécifique à la protection du cours d'eau

(2) Réglementation générale applicable au futur POS 1993



Commune de Blaslay

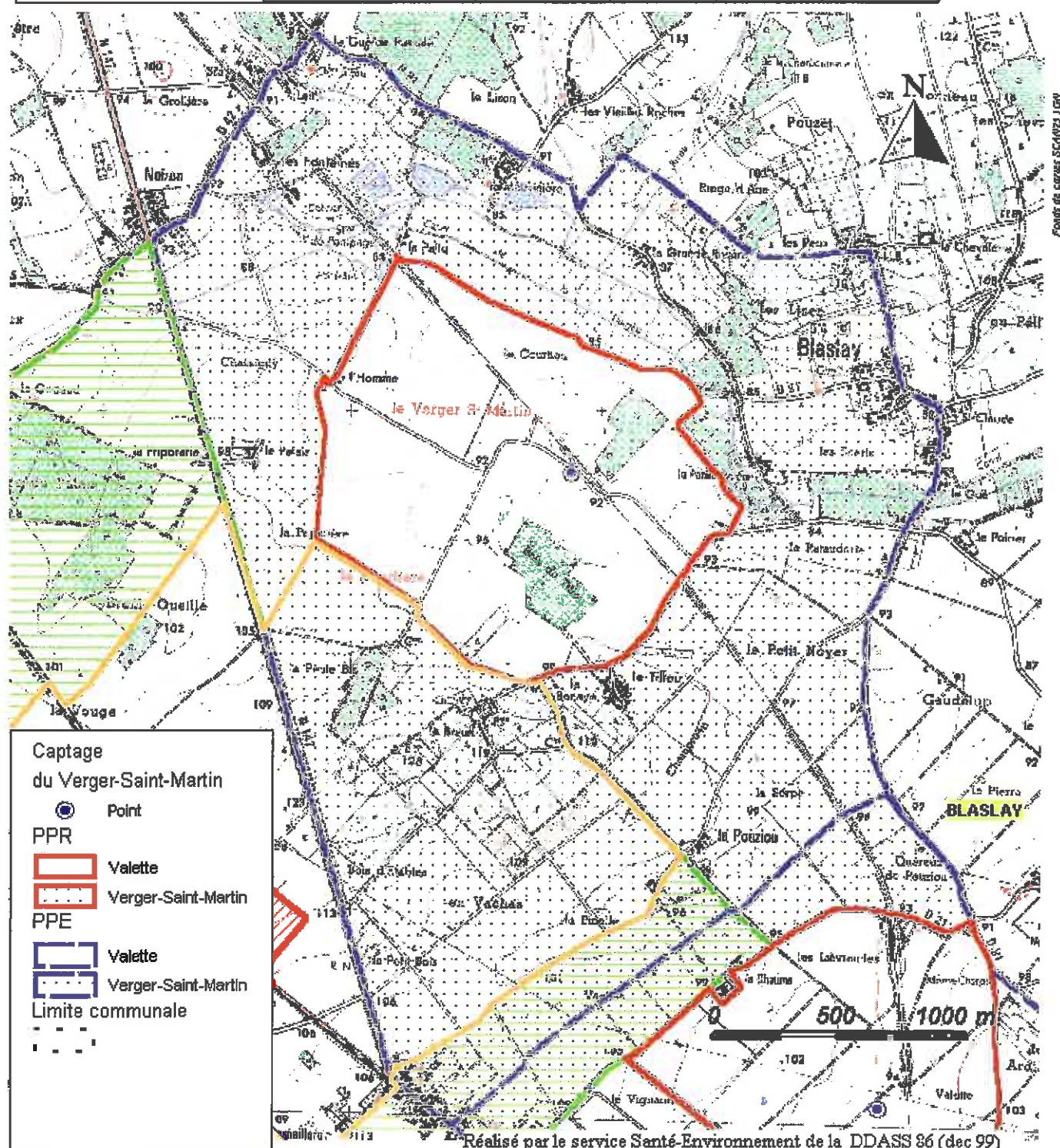
Périmètres de protection du captage du Verger-Saint-Martin

Maître d'ouvrage : SLAEP VENDEUVRE

Gestionnaire : SIVEER

dup 20/11/1997

CAPTAGE	HYDROGEOLOGI	DUP	CDH	HYPOTHEQUE
LE VERGER ST MARTIN - FC	15/11/1995	20/11/1997	25/09/1997	15/01/1998



COMMUNE : BLASLAY
SYNDICAT : SIAEP de VENDEUVRE de POILLOU

POINT D'EAU: Verger Saint Martin
DATE: Novembre 1995

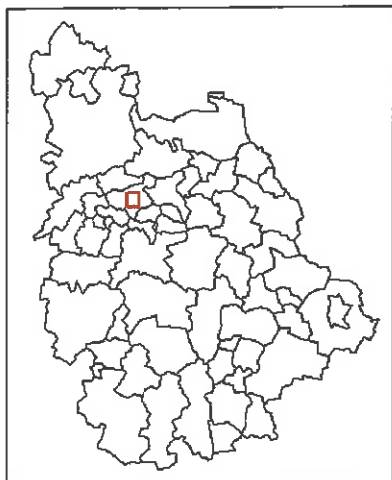
PERIMETRES DE PROTECTION

TABEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre loigné	
		Interdiction	Régénération spécifique (1)	Régénération générale (2)	Régénération spécifique (1)	Régénération générale (2)
1	La création de forage ou de puits		X			X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières			X		X
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières et celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de canalisations			X		X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes			X		X
5	L'installation de débris d'ordures ménagères, d'immondices, de déchets, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux			X		X
6	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ponts d'eau			X		X
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées			X		X
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux			X		X
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux			X		X
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux de la rubrique 11			X		X
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures			X		X
12	Le stockage de matières fermentisables destinées à l'alimentation du bétail			X		X
13	L'épandage et l'insémination d'eaux usées d'origine domestique			X		X
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 15			X		X
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire			X		X
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			X		X
17	L'établissement d'étables ou de stabulations fixes			X		X
18	Le pacage des animaux			X		X
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X
20	Le déboisement			X		X
21	La création d'étangs			X		X
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes			X		X
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			X		X
24						

(1) Régénération spécifique à la protection du point d'eau

(2) Régénération générale assurée ou future (POS, RSD, ...)

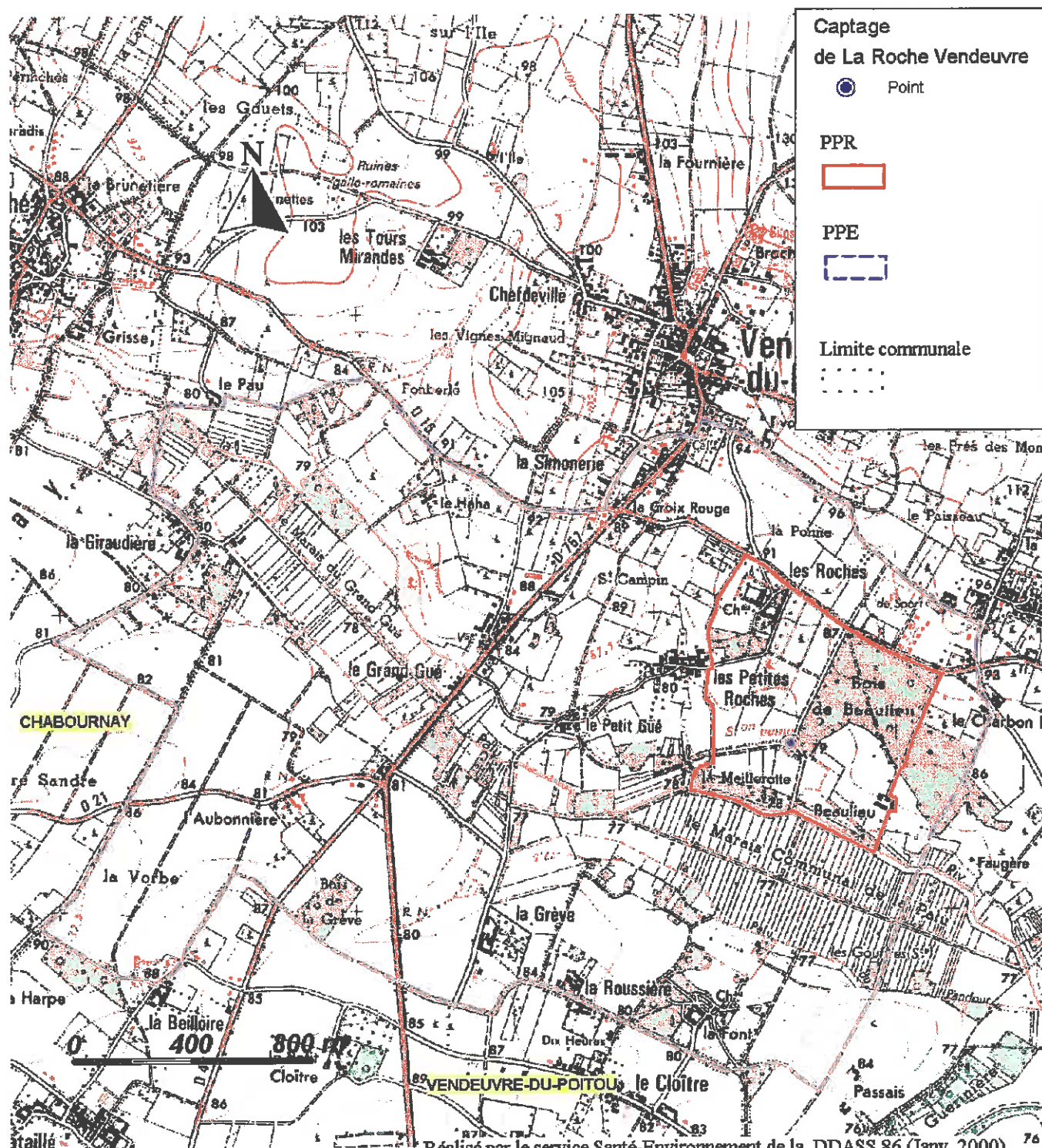


Commune de Vendeuve Périmètres de protection du captage de La Roche Vendeuve

Maître d'ouvrage : SLAEP VENDEUVRE

Gestionnaire : SIVEER

du 25/05/2000



Commune : Vendevre
Syndicat : S.I.A.E.P. de Vendevre

Point d'eau : les Roches
date : juin 1998

Périmètres de protection Tableau des prescriptions

N°	Définition des activités	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Réglementation spécifique	Réglementation générale	Réglementation spécifique	Réglementation générale
1	La création de forage ou de puits	X				X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières et de gravières	X				X
3	L'ouverture d'excavations autres que les carrières et celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de canalisation	X				X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X			X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de déchets, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
6	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X			X
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées		X			X
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	X				X
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux		X			X
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux de la rubrique 11	X				X
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			X
12	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X			X
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique		X			X
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 15			X		X
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage et de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire	X				X
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			X		X
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres	X				X
18	Le pacage des animaux			X		X
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail		X			X
20	Le débouement	X				X
21	La création d'étang	X				X
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes	X				X
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X			X
24						

Communes de Blaslay et Champigny le Sec

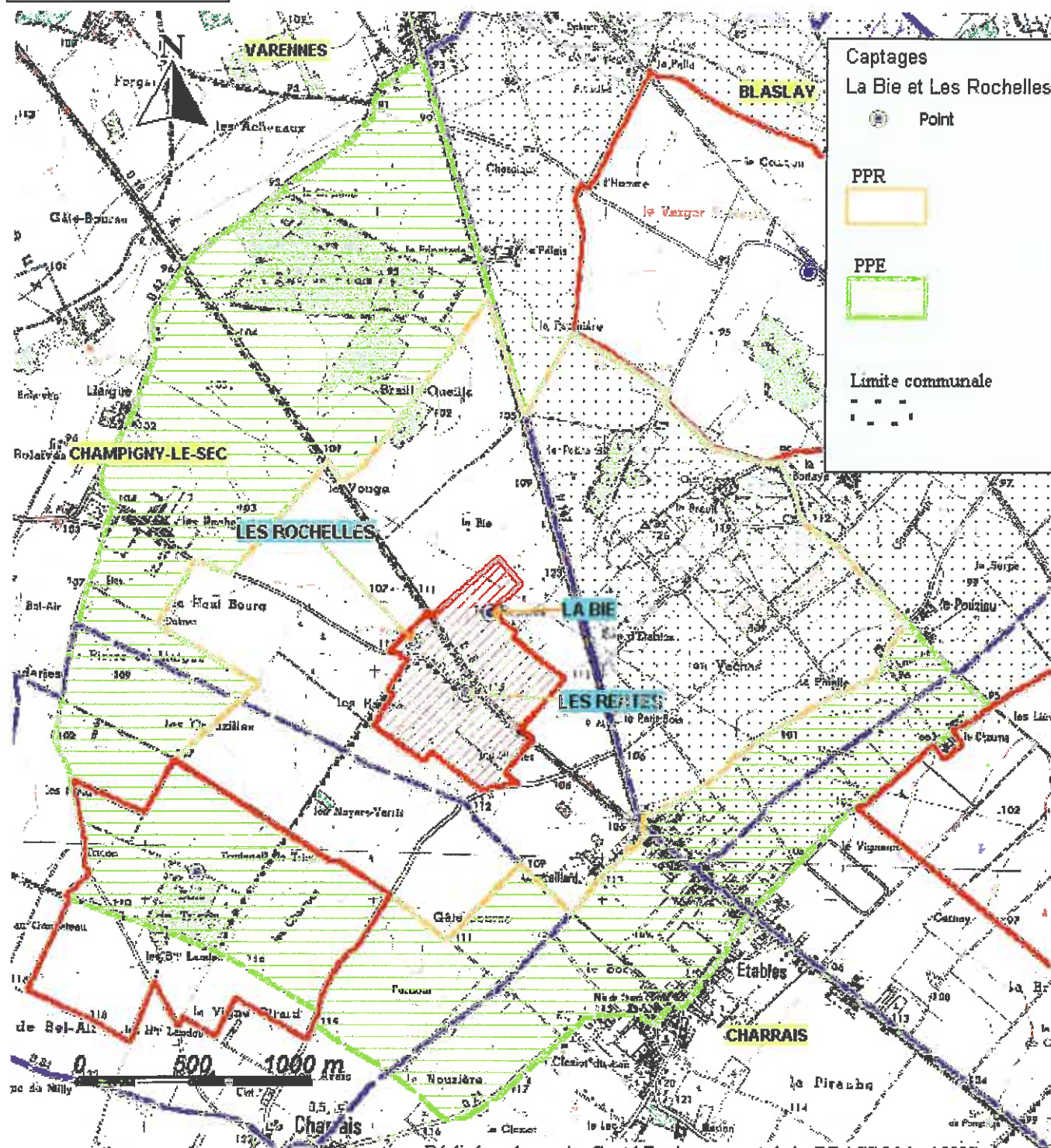
Périmètres de protection des captages de La Bie et des Rochelles



Maître d'ouvrage : SIAEP du HAUT POITOU

Gestionnaire : SIVEER

DUP 18/8/2006



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (mai 2002)

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en date de ce jour,
POITIERS, le **18 SEP 2006**

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Fredéric BINET-CHAMBELLAN

Périmètres de protection des captages de :
La Bie - Commune de BLASLAY et
Les Rochelles - Commune de CHAMPIGNY-LE-SEC

HA : Gilles MARTIN

Date : 15 février 2002

Syndicat d'eau : SIAEP du Haut-Poitou

TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Protection rapprochée		Protection éloignée
		Interdiction	Réglementation spécifique	Réglementation spécifique
1	La création de forage ou de puits autres que pour l'A.E.P	X		
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X		
3	L'ouverture d'excavation autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P. ou éventuellement d'assainissement ou à l'effacement des réseaux aériens	X		
4	Le remblaiement des excavations ou carrières existantes		X	
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X		
6	L'établissement de toutes constructions même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			
7	L'assainissement individuel			
8	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées		X	
9	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux	X		
10	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux		X	
11	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités en 10, 12 et 13	X		
12	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures			
13	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux cités en 15		X	
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées brutes	X		
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)		X	
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			
18	Le pacage des animaux			
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			
20	Le drainage des terres agricoles			
21	Le déboisement en dehors des coupes d'entretien			
22	La création d'étangs			
23	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes ou camping-cars			
24	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			
25	La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques	X		
25	Autres			

NB : En l'absence d'interdiction ou de réglementation spécifique, c'est la réglementation générale qui s'applique.

POITIERS, le 24 SEP. 2007

Le Secrétaire Général

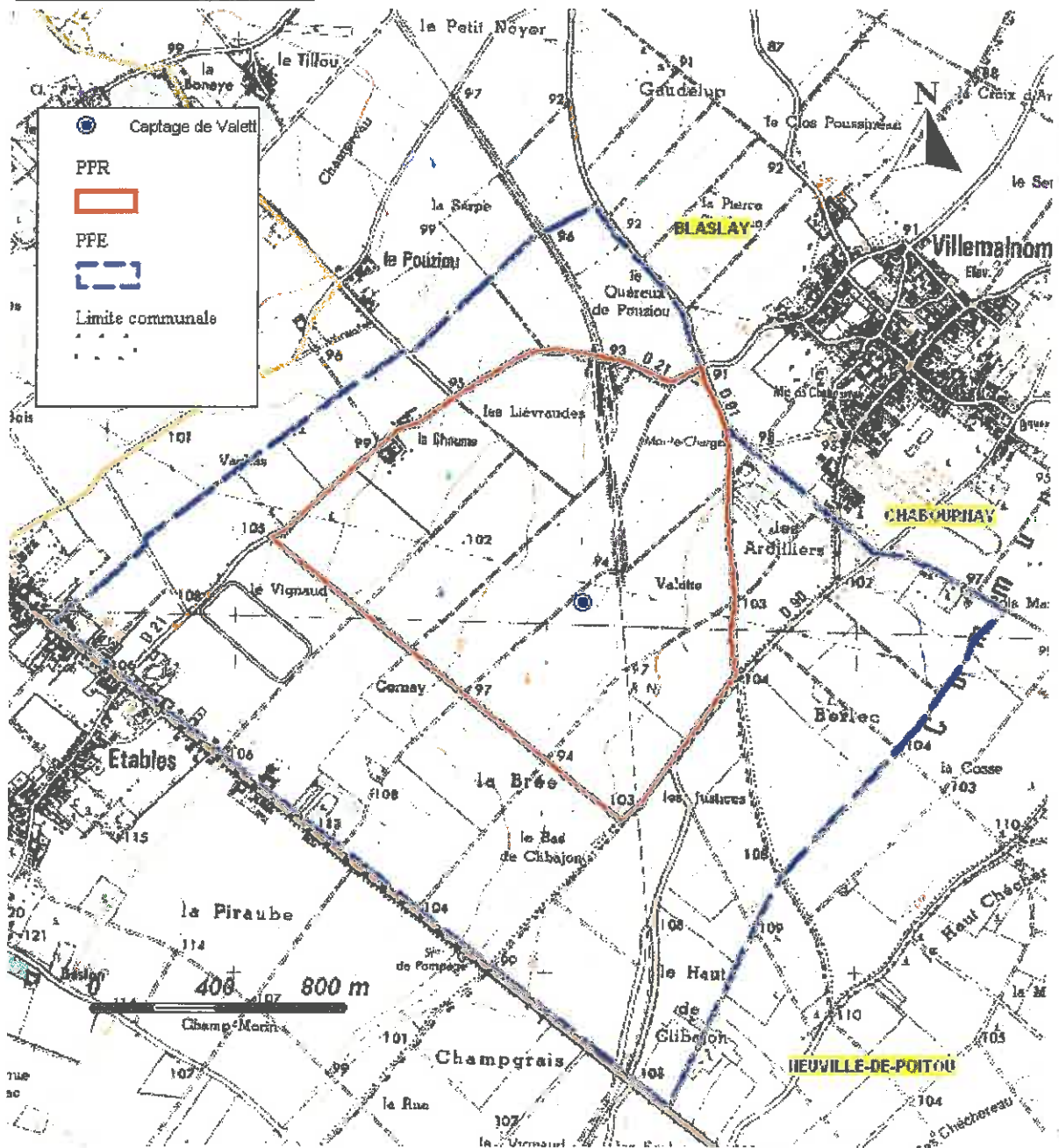
Fredéric BENET-CHAMBELLAN

Commune de Blaslay
Périmètres de protection
du captage de Valette (F4)

Maître d'ouvrage : SIAEP VENDEUVRE

Gestionnaire : SIVEER

24/09/2007



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (actualisé juin 2006)

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en date de ce jour,
POITIERS, le **24 SEP. 2007**

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Frédéric BENET-CHAMBELLAN

**SIAEP de Vendevre - Périmètres de protection du captage de Valette
Commune de Blaslay**

TABEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Protection rapprochée		Protection éloignée
		Interdiction	Réglementation spécifique	Réglementation spécifique
1	La création de forage ou de puits autres que pour l'A.E.P	X		
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X		
3	L'ouverture d'excavations autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P. ou éventuellement d'assainissement ou à l'effacement des réseaux aériens	X		
4	Le remblaiement des excavations ou carrières existantes		X	
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X		
6	L'établissement de toutes constructions même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			
7	L'assainissement individuel			
8	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées		X	
9	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux	X		
10	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux			
11	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités en 10, 12 et 13	X		
12	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures			
13	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinées à la fertilisation des sols autres que ceux cités en 15			
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées brutes	X		
16	L'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			
18	Le pacage des animaux			
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinées au bétail			
20	Le drainage des terres agricoles			
21	Le déboisement en dehors des coupes d'entretien			
22	La création d'étangs			
23	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes ou camping-cars			
24	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			
25	La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques	X		
26	Autres			

NB : En l'absence d'interdiction ou de réglementation spécifique, c'est la réglementation générale qui s'applique

OBJECTIFS SANITAIRES APPLICABLES AUX DOCUMENTS D'URBANISME

Le document d'urbanisme doit élaborer un projet de développement durable dans un souci d'équilibre, de diversité et de respect de l'environnement. Il vise notamment à assurer la protection de la santé des populations et la prévention des risques et des nuisances au travers de :

◆ L'alimentation en eau potable

"Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation" (article L. 1321-2 du code de la santé publique)

Pour assurer cet objectif, il importe d'alimenter les zones d'urbanisation par une distribution publique (captage et réseau). Ainsi, le PLU doit présenter les conditions d'alimentation en eau de la commune : ressources, distribution, consommation. A partir de cet état des lieux, est démontrée l'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisation au terme du PLU et les moyens mobilisables. Cette démarche prend en compte les aspects tant qualitatifs que quantitatifs en veillant à une gestion équilibrée de la ressource.

Le PLU recensera également les constructions non desservies par une distribution publique. Dans ce cas, les ressources privées destinées à la consommation humaine, autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille, devront faire l'objet d'une autorisation préfectorale. L'extension de ces constructions sera conditionnée à la desserte par un réseau public d'eau potable ou à la compatibilité du projet avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Pour les constructions d'habitation (à usage unifamilial), en l'absence du réseau public notamment en zone agricole, l'autorisation préfectorale n'est pas exigée, toutefois une déclaration doit être faite auprès de l'ARS et de la DREAL.

Les projets d'urbanisation devront être compatibles avec la protection de ces ressources.

◆ La qualité de l'air

"L'Etat, les collectivités territoriales ainsi que les personnes privées concourent à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à la santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et utiliser rationnellement l'énergie" (extrait de l'article L. 220-1 du Code de l'environnement)

Dans cette optique, le PLU peut notamment conseiller la diversification des plantations dans le cadre d'un cahier des charges des prescriptions architecturales et paysagères afin de contribuer à améliorer la santé des populations sensibles à certains pollens (particulièrement de cupressacées : cyprès, thuya...).

◆ La lutte contre le bruit

"La lutte contre le bruit a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou porter atteinte à l'environnement" (extrait de l'article L.571-1 du Code de l'environnement)

Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure. Il est souvent perçu subjectivement, son appréciation dépend de nombreux facteurs : physiques (absorption, réflexion), physiologiques (acuité auditive), voire psychologiques (répétition, durée...).

Le PLU constitue un outil de prévention permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation de voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et prévenir ainsi les impacts sur la santé.

Il est rappelé également que les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée doivent faire réaliser des études d'impact de façon à limiter le niveau de la pression acoustique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements.

◆ Le traitement des déchets

" Toute personne qui produit ou détient des déchets dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination" (extrait de l'article L. 541-2 du Code de l'environnement)

Les déchets peuvent constituer en effet un risque pour l'environnement et la santé de l'homme ainsi qu'une source de nuisances pour les populations. Pour répondre à ces préoccupations et organiser la gestion des déchets à une échelle plus vaste que la commune, le code de l'environnement a prévu l'élaboration de plans qui définissent les modalités de traitement des déchets devant être appliqués sur les différentes parties du territoire. Des plans départementaux organisent le traitement des déchets ménagers. Ces plans concernent différentes catégories de résidus urbains (ordures ménagères, encombrants, déchets verts, boues de station d'épuration...) que les communes doivent diriger vers des installations conformes à la réglementation en vigueur. L'élimination des déchets en dehors de telles installations est interdite.

Ainsi, le PLU doit décrire l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mise en œuvre sur la commune tant pour ce qui concerne les compétences communales qu'intercommunales.

Par ailleurs, si la destination des boues issues d'un dispositif d'épuration communal n'est pas organisée, elles doivent être valorisées ou éliminées suivant une filière réglementaire. Dans le cas où la solution retenue est la valorisation agricole, un plan d'épandage doit être élaboré en application du décret du 8 décembre 1997.

Les zones de développement de l'urbanisation doivent notamment prendre en considération la proximité des secteurs d'épandage compte tenu des risques de nuisances olfactives.

D'une manière générale, les zones urbanisables doivent respecter :

- la protection de la ressource en eau ;
- un éloignement suffisant des installations à risques ou nuisantes, existantes ou abandonnées (dispositifs épuratoires, centres de traitement des déchets, établissements industriels ou artisanaux, bâtiments d'élevage, anciens dépôts de déchets, zones d'épandage de boues...) ;
- les contraintes liées à la création ou à l'existence de lignes électriques ou de relais de radiotéléphonie.

